



CAIRN.INFO
Chercher, régérer, avancer.

L'HÉRITAGE CONTROVERSÉ DE SÉKOU TOURÉ, « HÉROS » DE L'INDÉPENDANCE

Céline Pauthier

Presses de Sciences Po | *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

2013/2 - N° 118
pages 31 à 44

ISSN 0294-1759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-31.htm>

Pour citer cet article :

Pauthier Céline, « L'héritage controversé de Sékou Touré, « héros » de l'indépendance », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2013/2 N° 118, p. 31-44. DOI : 10.3917/ving.118.0031

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'héritage controversé de Sékou Touré, « héros » de l'indépendance

Céline Pauthier

« Si la vie de Sékou Touré est exceptionnelle, c'est qu'il est de ces rares Hommes dont on n'a jamais fini de parler : en bien ou en mal. »
Ibrahima Baba Kaké¹

Sékou Touré et ses partisans ont construit durant sa longue présidence (1958-1984) un récit national reposant sur la centralité d'un leader qui incarne le combat anticolonialiste et la nation, et ce au prix d'une réécriture de l'histoire et d'un silence imposé aux potentiels récits concurrents. Depuis sa mort, le mythe héroïque du père de l'indépendance perdure, mais doit faire face aux témoignages des victimes de la dictature, désormais autorisés, qui brouillent cette image et, les années passant, à l'effacement de l'enjeu mémoriel.

Le cinquantenaire de l'indépendance de la Guinée en 2008, mais aussi la transition démocratique et la tenue, en 2010, des premières élections présidentielles libres depuis 1958, ont fait resurgir en Guinée les débats autour du régime controversé de Sékou Touré (1958-1984). L'idéologie d'État forgée par Sékou Touré après l'indépendance visait à faire du leader de l'indépendance le père de la nation, en l'héroïsant et en faisant de lui l'incarnation de la nation tout entière. Dans la mise en récit de ce mythe politique, l'indépendance précoce de la Guinée, qui constitue symboliquement l'acte de naissance de la nation, a joué un rôle crucial : le « non » des Guinéens à plus de 90 % au

référendum sur la Communauté française du 28 septembre 1958 est, dans l'histoire officielle, associé au célèbre discours sur le droit à l'indépendance du pays, tenu par Sékou Touré le 25 août 1958 face au président de Gaulle, alors en visite à Conakry². L'expression courante de « Guinée-Sékou Touré » témoigne de cette adéquation imaginée entre le destin du chef de l'État et celui de la nation. Toutefois, les représentations mémorielles élogieuses de Sékou Touré sont loin d'être unanimes : en marge de l'idéologie officielle propagée sous son régime, puis après sa mort, d'autres acteurs ont diffusé des représentations contestataires du chef de l'État et remis en question le mythe politique national qu'il constitue, faisant osciller la figure de Sékou Touré entre « héros et tyran³ ».

Cette contribution vise en premier lieu à retracer la fabrique de ce mythe politique, des années 1950 à 1984, à partir d'une analyse de l'histoire officielle véhiculée dans les discours, l'enseignement scolaire et la politique culturelle. La construction d'une mémoire officielle du « non » joue ici un rôle important, car elle

(1) Ibrahima Baba Kaké, *Sékou Touré, le héros et le tyran*, Paris, Jeune Afrique, « Destins », 1987, p. 246.

(2) Lansiné Kaba, *Le « Non » de la Guinée à de Gaulle*, Paris, Éd. Chaka, 1990.

(3) Ibrahima Baba Kaké, *op. cit.*

donne à Sékou Touré l'apanage de l'indépendance guinéenne au détriment d'autres acteurs. De manière générale, cette construction tend à faire de Sékou Touré un « super-acteur » omnipotent, ce qui soulève la question du rôle joué par d'autres acteurs politiques et sociaux et de la place qui leur a été accordée, ou déniée, dans l'histoire nationale.

Dans un deuxième temps, l'article traite de la prise en charge, depuis 1984, de l'héritage complexe du premier régime. Les enjeux mémoriels contemporains prennent corps dans une littérature à caractère historique¹, marquée par une dichotomie qui commence seulement à s'estomper entre la continuation de l'histoire nationaliste et la littérature produite par les victimes du règne de Sékou Touré. De plus, si le régime militaire autoritaire mis en place après 1984 sous la houlette de Lansana Conté met un terme au nationalisme officiel et affirme, au moins dans un premier temps, la rupture avec le régime précédent, différents types de célébrations officielles contribuent à entretenir le phénomène d'héroïsation du leader de l'indépendance. La récente transition démocratique rend compte de la relative survivance du mythe Sékou Touré, même si l'échec du cinquantenaire de l'indépendance semble témoigner d'une relégation croissante de la mémoire de Sékou Touré et du régime qu'il a incarné.

La fabrique d'un mythe

Les études sur le nationalisme depuis une trentaine d'années ont mis en lumière l'importance des mythes et symboles dans l'invention

(1) À côté des écrits universitaires publiés par des historiens de métier, on compte des ouvrages produits par des historiens amateurs, des romans historiques, des témoignages d'acteurs et des ouvrages politiques publiés par des opposants au régime de Sékou Touré ou engagés sur la scène politique contemporaine. On fera plus loin la distinction entre les questions historiographiques que soulèvent les historiens de métier et les débats publics plus larges qui animent les mémoires collectives et dont on trouve trace dans ces publications.

des « communautés imaginées² » que sont les nations. Que les auteurs voient le nationalisme comme la résultante de transformations socio-économiques³, comme une ressource stratégique dans des conflits politiques⁴ ou comme un phénomène de réaction idéologique à une domination culturelle⁵, l'État apparaît toujours comme un entrepreneur national particulièrement zélé, attaché à assurer l'adhésion des masses à son projet nationaliste. La construction de mythes politiques sert ainsi une mise en ordre du réel afin de susciter un sentiment d'appartenance. Ces mythes, qui s'appuient sur des événements historiques, sont retravaillés par la mémoire et constituent donc des représentations idéalisées, partiellement inventées et en tout cas simplifiées du réel. L'étude de ces mythes implique par ailleurs d'interroger les phénomènes d'interaction entre discours officiel et imaginaires populaires et donc de tenter de saisir les mémoires construites « par le bas » ainsi que les concurrences mémorielles entre différents groupes d'acteurs.

L'héroïsation du leader

Envisager Sékou Touré comme un mythe politique invite à retracer comment, dans l'histoire officielle construite sous son régime, son

(2) Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983 ; trad. fr., *id.*, *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. de l'angl. par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, 1996.

(3) Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press, 1983 ; trad. fr., *id.*, *Nations et nationalisme*, trad. de l'angl. par Bénédicte Pineau, Paris, Payot, 1989.

(4) John Breuilly, *Nationalism and the State*, Manchester, Manchester University Press, 1993.

(5) Anthony D. Smith, *State and Nation in the Third World : The Western State and African Nationalism*, Brighton, Wheatsheaf Books, 1983 ; Partha Chatterjee, *The Nation and its Fragments : Colonial and Postcolonial Histories*, Princeton, Princeton University Press, 1993 ; Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780 : Programme, Mythe, Reality*, New York, Cambridge University Press, 1990 ; trad. fr., *id.*, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, trad. de l'angl. par Dominique Peters, Paris, Gallimard, 1992.

itinéraire personnel a été transformé en destin à travers l'héroïsation du militant anticolonial, puis du président de la Guinée. Outre la connexion avec un passé glorieux, l'incarnation par le chef de la nation est un motif récurrent du modèle discursif élaboré par Sékou Touré, qui cumule simultanément les fonctions de secrétaire général du Parti démocratique de Guinée (PDG), section guinéenne du Rassemblement démocratique de Guinée (RDA), président de la République, chef du gouvernement et « Responsable suprême de la révolution¹ ». Sékou Touré donne également une dimension internationale à son rôle de guide de la nation, en se faisant le chantre de l'anticolonialisme et de l'unité africaine.

Dès avant l'indépendance², Sékou Touré fait un usage politique subtil de l'histoire, en se référant à l'une des figures les plus marquantes de la résistance anticoloniale à la fin du 19^e siècle : l'almamy³ Samory Touré (1830-1900). Chef de l'empire mandingue qui s'étendait à cheval sur la Guinée, le Mali et la Côte d'Ivoire actuels, Samory Touré se heurta aux colonnes françaises entre 1882 et 1898, jusqu'à sa capture et son exil dans une île au large du Gabon. Sékou Touré, né à Faranah vers 1920, n'a cessé de s'inscrire dans une continuité avec ce personnage, en mettant notamment en avant le lien de parenté qui le liait au prestigieux empereur par sa mère, Aminata Fadiga. Cette ancestralité vaut, dans le discours officiel, héritage spirituel ou politique, comme le montre le portrait de Sékou Touré enfant que dresse son hagiographe Sidiki Kobélé Keïta :

(1) Dès l'indépendance est lancée la révolution guinéenne, qui connaît plusieurs phases : la révolution politique (1958), la révolution économique (contrôle étatique du commerce en 1964) et la révolution culturelle (1968).

(2) Ruth Schachter-Morgenthau, *Le Multipartisme en Afrique de l'Ouest francophone jusqu'aux indépendances : la période nationaliste*, Paris, L'Harmattan, 1998, chap. 6 « Syndicalistes et chefs en Guinée », p. 239-276.

(3) Almamy est un titre religieux indiquant que l'empereur est aussi commandeur des croyants.

« La vie des résistants africains continuait cependant à le passionner. Il passa des heures à méditer sur les causes objectives et fondamentales de leur défaite. Qu'en retint-il ? Que l'Afrique n'avait jamais cessé de tenir la bride haute aux puissances colonialistes et impérialistes malgré leur supériorité technique. La lutte devait donc se poursuivre jusqu'à la libération totale du continent. Telle était sa conviction profonde. Il s'y consacra dès lors corps et âme. Et pour cause ! N'était-il pas l'un des arrière-petits-fils de l'Almamy Samory Touré⁴ ? »

Le processus d'héroïsation est ici double : d'une part, l'écriture d'une histoire décolonisée lancée par Sékou Touré au lendemain de l'indépendance érige en héros nationaux des personnages historiques de la lutte contre la colonisation. Simultanément, la mise en récit d'un destin national reliant la période nationaliste des années 1950 à ces héros précoloniaux permet au leader de se hisser au même rang qu'eux et de rejoindre le panthéon national ou africain. Dès le discours du 14 septembre 1958, à l'occasion de la conférence territoriale du PDG à Conakry, Sékou Touré lance le mot d'ordre du « non » en s'inscrivant explicitement dans la tradition des grandes figures de la résistance à la colonisation :

« Le 28 septembre sera désormais notre fête nationale et ainsi, le hasard qui s'inscrit comme un signe dans notre histoire aura fait que le mois de septembre 1898⁵ soit la date décisive de la colonisation de la Guinée par la France, et que le mois de septembre 1958 celui de l'octroi de l'indépendance⁶. »

(4) Sidiki Kobélé Keïta, *Abmed Sékou Touré : l'homme et son combat anti-colonial (1922-1958)*, Conakry, Éd. SKK, 1998, p. 28-29.

(5) Date de l'arrestation de l'Almamy Samory Touré.

(6) Sékou Touré, *L'Expérience guinéenne et l'unité africaine*, Paris, Présence africaine, 1959, p. 180.

Après l'indépendance, ce récit mythique est relayé par l'école à travers les programmes d'histoire¹ mais aussi dans la politique culturelle de l'État guinéen. En 1959, Sékou Touré commande à Jean Suret-Canale, historien communiste venu se mettre au service de la Guinée indépendante², un manuel d'histoire décolonisée à destination des écoles primaires³. Ce manuel prend le contre-pied de l'histoire coloniale en mettant en avant les phénomènes de résistance à la conquête et en insistant sur l'envergure des chefs politiques des différentes régions de Guinée. Les orchestres⁴ et les troupes de théâtre des Jeunesses du Rassemblement démocratique de Guinée (JRDA) créés dans l'ensemble des circonscriptions administratives mettent en scène ces leçons d'histoire. Ainsi, au festival artistique annuel de 1970, on compte au moins sept pièces historiques, écrites collectivement au sein des instances du Parti démocratique de Guinée, qui racontent la vie des chefs politiques majeurs de l'époque de la conquête coloniale : Samory Touré (fédération de Kankan), l'Almamy Bocar Biro⁵ (fédération de Mamou) ou Alpha Yaya⁶

(fédération de Tougué et Dalaba). Or elles établissent souvent un lien entre la résistance à la colonisation et la lutte pour l'émancipation des années 1950. La pièce intitulée *La Trahison de Kakandé*, qui raconte l'arrestation du roi du Labé Alpha Yaya, se finit sur la prise de pouvoir par le PDG en 1958, dessinant ainsi une continuité entre résistances passées et luttes contemporaines :

« En père sage, [Alpha Yaya] leur dira : "Jamais la jeunesse de demain n'apprendra que nous nous sommes soumis aveuglément et passivement à la domination étrangère..." Alpha Yaya mort, la résistance armée a cessé, certes, mais a continué sous une autre forme : la lutte du PDG, incarnation du peuple organisé et guidé par un autre fils du Pays⁷. »

Ainsi connecté aux héros du passé, Sékou Touré, en tant que leader du PDG, prétend incarner la résistance à la colonisation de l'ensemble des régions de Guinée et se pose comme un chef qui transcende les divisions régionales.

« *Le peuple de Guinée s'appelle Ahmed Sékou Touré et Ahmed Sékou Touré s'appelle le peuple de Guinée*⁸ »

Cette question de l'incarnation de la nation est centrale dans le discours révolutionnaire tenu par Sékou Touré tout au long de son règne. En effet, ce n'est pas tant son histoire et ses qualités personnelles que Sékou Touré met en scène que la manière dont, en tant que héros, il se confond avec le peuple et la cause du peuple.

heurta lui-même à la pénétration française et mourut en exil en 1912.

(7) Jean-Marie Touré, *Les Fonctions socio-culturelles du théâtre guinéen*, Conakry, Institut polytechnique de Conakry, Faculté des sciences sociales, 1970, p. 25 (cote 1823).

(8) Résolution finale de la 51^e session du Conseil national de la Révolution, 19 mai 1982, cité par André Lewin, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984), président de la Guinée*, Paris, L'Harmattan, 2010, t. VII, p. 207.

(1) Céline Pauthier, « Forger l'imaginaire national : les enjeux de l'enseignement de l'histoire en république de Guinée au lendemain de l'indépendance », in Céline Badiane-Labrunne, Marie-Albane de Suremain et Pascal Bianchini (dir.), *L'École en situation postcoloniale*, Paris, L'Harmattan, « Cahier Afrique, 27 », 2012, p. 57-80.

(2) Géographe de formation, Jean Suret-Canale fut l'un des fondateurs de l'histoire de l'Afrique en France.

(3) Djibril Tamsir Niane et Jean Suret-Canale, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Conakry, Éd. du ministère de l'Éducation nationale, 1960.

(4) Céline Pauthier, « La musique guinéenne, vecteur du patrimoine national (des années 1950 à 1984) », in Daouda Gary-Toukara et Didier Nativel (dir.), *L'Afrique des savoirs au sud du Sahara (XVI^e-XXI^e siècles) : acteurs, supports, pratiques*, Paris, Karthala, 2012, p. 129-154.

(5) Almamy du Fouta Djallon de 1890 à 1896, Bokar Biro tenta de consolider un pouvoir central contesté par les provinces du royaume du Fouta Djallon tout en s'opposant aux convoitises des puissances européennes. Il meurt à la célèbre bataille de Porédaka en 1896 contre les colonnes françaises.

(6) Roi du Labé, province du Fouta Djallon, Alpha Yaya parvint dans un premier temps à renforcer son pouvoir à la faveur de la dislocation du royaume du Fouta, puis se

Parlant de lui-même à la troisième personne, il se dépeint ainsi :

« Cet homme est un fils de la Guinée. [...] Cet homme a été brimé tout jeune, un arrêté interdisant au secteur public et privé de lui donner un emploi. Cet homme n'avait rien et au moment où pour la première fois son parti, le Parti démocratique de Guinée, l'avait choisi pour être candidat député pour le parlement français, il lui était réclamé cinq mille francs. [...] Cet homme pendant un mois était incapable par lui-même de trouver ces cinq mille francs mais cet homme était déjà dans la conscience des travailleurs de Guinée. [...] Cet homme n'a pu obtenir les cinq mille francs que lorsque les dockers de Conakry ayant appris l'incapacité du candidat à se faire inscrire faute d'argent avaient organisé une souscription pour amener les cinq mille francs. Je suis le fruit de mes frères et de mes sœurs¹. »

Ici, le parcours réussi du militant anticolonial se transforme en un destin où le héros subit dans sa chair la souffrance de tout un peuple. Mais cette adéquation entre destinée personnelle et destin national n'est pas seulement construite par la chaîne des événements que relate l'histoire officielle. Elle est aussi forgée par l'usage de procédés rhétoriques répétitifs, comme l'a montré Alpha Ousmane Barry dans son étude sur un corpus de discours du leader guinéen. Partant des occurrences de certains embrayeurs linguistiques comme « je », « tu », « vous » et « nous », Alpha Ousmane Barry défend l'idée que le modèle discursif construit par Sékou Touré constitue un lieu symbolique de production de l'identité politique, en dessinant un lien imaginaire entre le président et le peuple. Il montre ainsi que l'usage du « tu » et du « vous » transforme la masse plurielle des

Guinéens en un individu collectif, le « peuple-homme », référentiel suprême du discours politique de Sékou Touré. Le « je » et le « nous » obéissent à un système de référencement complexe qui renvoie tantôt à la communauté que forme le peuple avec son guide, tantôt à des valeurs morales dont l'orateur se présente comme le parangon. La cohésion du « nous » sert également à délimiter le territoire du parti ou de la communauté par opposition à un tiers supposé belliqueux². Ainsi, « les mécanismes de fonctionnement de la référencement dans le discours politique de Sékou Touré reposent sur un principe de "métamorphose" et "d'incarnation". C'est dans une telle situation que les auditeurs ont pris l'habitude de percevoir intuitivement dans l'utilisation du "tu" et du "nous" un signe de proximité avec leur président, ce qui a souvent servi de catalyseur pour emporter leur adhésion et qui a suscité en eux une identification à Sékou Touré³. »

L'omniprésence de la parole de Sékou Touré dans l'espace public a sans nul doute contribué à forger une communauté de valeurs partagées au plan national. En effet, Sékou Touré était un orateur hors pair et charismatique, qui affectionnait les discours fleuves lors des meetings du parti et veillait à leur radiodiffusion sur les ondes de la Voix de la Révolution. C'était aussi un écrivain prolifique : ses discours, interventions et réflexions variés ont été publiés sous son nom et celui du PDG. S'il y a une activité qui fonctionnait en Guinée, c'est bien celle de l'Imprimerie nationale, qui prit le nom, dès 1961, d'Imprimerie nationale Patrice

(1) Discours de Sékou Touré à la mairie de Paris, septembre 1982, cité par Alpha Ousmane Barry, *Pouvoir du discours et discours du pouvoir : l'art oratoire chez Sékou Touré de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 128.

(2) L'idéologie construite par Sékou Touré vise à mobiliser le peuple contre un ennemi à la fois extérieur (l'impérialisme et le néocolonialisme, incarné par des puissances étrangères comme la France ou des voisins africains comme la Côte d'Ivoire) et l'ennemi intérieur, taxé de cinquième colonne, qui serait contre-révolutionnaire et incarné au gré des « complots » par les fonctionnaires, les commerçants ou les Peul.

(3) Alpha Ousmane Barry, *op. cit.*, p. 181.

Lumumba. De ses presses sortirent, entre 1958 et 1968, les seize tomes rassemblant des discours et des poèmes du président, des comptes rendus de congrès et nombre de rapports¹. La circulation de la parole du maître, directe ou indirecte, était assurée par une généreuse diffusion autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Cette parole officielle, symbole et expression laudative du régime, avait son pendant répressif dans les *Livres blancs* rassemblant les aveux de ceux qui étaient considérés comme des « agents de la cinquième colonne impérialiste », obtenus sous la torture, et de tous ceux que la révolution guinéenne avait arrêtés. Sékou Touré n'a cependant pas imposé cette idéologie officielle sans s'être heurté à des visions mémorielles contestataires.

Concurrences mémorielles et mémoires alternatives de Sékou Touré

Pour cerner les mémoires construites « par le bas » de la figure de Sékou Touré, deux approches peuvent être retenues. Tout d'abord, il est possible de mettre en valeur des phénomènes de concurrences mémorielles au cours du processus de construction du mythe. En étudiant la distorsion entre événements historiques et histoire officielle, on peut ainsi faire apparaître les conflits entre les dirigeants du PDG et d'autres groupes sociaux pour s'approprier la mémoire de l'indépendance et affirmer leur légitimité politique. Par la propagande révolutionnaire, Sékou Touré a tenté d'opérer une simplification du paysage politique guinéen, présenté comme monolithique, et d'évacuer du même coup le pluralisme qui existait au moment de l'indépendance. Cette rhétorique ne surgit d'ailleurs pas du néant après l'indépendance,

(1) Par exemple : Sékou Touré, *L'Action politique du PDG*, Paris, Présence africaine, 1959 ; *id.*, *Expérience guinéenne et unité africaine*, Paris, Présence africaine, 1961 ; *id.*, *L'Afrique en marche*, Conakry, Imprimerie Lumumba, 1967 ; *id.*, *La Révolution culturelle*, Conakry, Imprimerie Lumumba, 1972.

mais était déjà à l'œuvre dès les années 1950, comme le montrent à la fois les méthodes de choc utilisées par le PDG pour susciter l'adhésion des populations et la discipline exigée au sein du parti. Ainsi, pour avoir critiqué le leader et incarné l'aile gauche et radicale du parti dans une période où Sékou Touré souhaitait se concilier les bonnes grâces de l'administration, la section de Mamou fut exclue du PDG dans le courant de l'année 1957². Cet épisode souligne le décalage entre le mythe du héros anticolonial et les contestations internes au PDG. De la même façon, la chronologie fine de l'année 1958 montre que le mot d'ordre de l'indépendance immédiate n'allait pas de soi pour le leader du PDG, alors que certains militants comme les étudiants de la Fédération des étudiants de l'Afrique noire française (FEANF) la réclamaient depuis plusieurs mois³. Au demeurant, le 25 août 1958, Sékou Touré ne demande pas l'indépendance immédiate, mais milite pour une Communauté améliorée avec davantage d'autonomie pour les colonies. Ce n'est que le 14 septembre 1958, face à l'intransigeance du président de Gaulle et aux pressions de la base, partisane de l'indépendance immédiate, que le mot d'ordre officiel fut lancé par la direction du parti. Enfin, chaque « complot » dénoncé par le régime peut être analysé comme une méthode de gouvernement visant à réactiver symboliquement l'unanimité de 1958 et à masquer les désaccords existant au sein du PDG ou de la société guinéenne sur la politique à mener pour assurer la souveraineté nationale et le développement économique⁴.

(2) R. W. Johnson, « The Parti Démocratique de Guinée and the Mamou Deviation », in Christopher Allen et R. W. Johnson (dir.), *African perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, p. 347-369.

(3) Abdoulaye Diallo, *Sékou Touré : 1957-1961. Mythe et réalités d'un héros*, Paris, L'Harmattan, 2008.

(4) Céline Pauthier, « Le NON comme lieu de mémoire », in Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo, *Le NON de la Guinée, entre mythe, réécriture historique et résonances contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 59-80.

L'approche qui vise à mettre en lumière les distorsions entre mythes et réalités et la confiscation par Sékou Touré de la mémoire du « non » ne saurait cependant épuiser la question des mémoires collectives. En effet, appréhender la mémoire de Sékou Touré uniquement à travers le prisme des « complots » et de la répression politique ne permet guère de rendre compte de la complexité des expériences politiques vécues par les populations guinéennes entre 1958 et 1984. Ainsi certains auteurs s'attachent-ils aujourd'hui à recueillir des récits personnels pour cerner l'ambivalence profonde des mémoires populaires de Sékou Touré. Pour Jay Straker¹, ces récits dépassent les oppositions binaires qui caractérisent à la fois la littérature prorévolutionnaire et les ouvrages à charge de l'ancien régime. S'il n'entre pas dans le cadre de cet article d'explorer une telle question, on peut cependant reprendre avec Jay Straker l'exemple de Hawa Guilavogui et sa perception de Sékou Touré et des valeurs révolutionnaires qu'il défendait. Née en 1956 en Guinée forestière, elle évoque son expérience de jeune fille au sein d'une troupe de théâtre militant, en condamnant fermement le comportement des responsables locaux du PDG pour leur brutalité dans le recrutement et l'entraînement des troupes artistiques locales. Globalement, elle considère ce théâtre comme une transgression des valeurs traditionnelles des sociétés de la forêt, insistant sur l'inversion des rapports sociaux qu'il impliquait (notamment les rapports intergénérationnels) et sa dimension blasphématoire par la mise en scène de rituels sacrés censés être tenus secrets. Pour autant, elle déclare avoir aimé le théâtre et raconte l'excitation d'un voyage à Conakry pour se produire au festival artistique national de 1970. À cette occasion, elle a

(1) Jay Straker, *Youth, Nationalism and the Guinean Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009.

dansé devant le leader de la Révolution dont elle conserve le souvenir d'une figure paternelle bienveillante. Enfin, elle évoque l'émotion partagée du public lors d'une représentation théâtrale mettant en scène la cruauté d'un commandant de cercle sous la colonisation. De son récit, Jay Straker conclut que, bien qu'il ait été perçu comme une des formes de la violence d'État sur la population, le théâtre militant a contribué à susciter parmi les jeunes un sentiment national largement fondé sur la conviction que le combat anticolonial mené par Sékou Touré était une noble cause, commune à l'ensemble des régions de Guinée.

Cette tension entre valorisation et oppression culturelle reflète l'ambiguïté fondamentale de l'héritage laissé par Sékou Touré. Présenté tantôt comme héros libérateur, tantôt comme dictateur oppressif, le premier président de la Guinée est au cœur des débats mémoriels et des usages politiques de la mémoire depuis sa mort, en 1984.

Recompositions et usages contemporains du mythe

Débats historiographiques et mémoriels

Presque tous les ouvrages parus sur l'histoire contemporaine de la Guinée débutent par une tentative de mise à distance entre histoire et mémoire. Qu'il s'agisse d'une littérature hagiographique de Sékou Touré, dont l'auteur le plus représentatif est Sidiki Kobélé Keïta², ou d'ouvrages plus critiques sur l'ancien président, tous les auteurs évoquent l'existence d'une double légende, noire et dorée, qui rend difficile l'écriture d'une histoire documen-

(2) Sidiki Kobélé Keïta, *Le PDG : artisan de l'indépendance nationale en Guinée (1947-1958)*, Conakry, INRDG/Bibliothèque nationale, 1978 ; et à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance de la Guinée, *id.*, *Abmed Sékou Touré : l'homme et son combat anti-colonial (1922-1958)*, Conakry, Éd. SKK, 1998.

tée et dépassionnée. En dehors de ces ouvrages hagiographiques, les victimes directes ou indirectes de la répression politique en Guinée publient les récits et témoignages de leurs souffrances, constituant ainsi une « littérature de douleur¹ », tandis que des opposants au régime de Sékou Touré en exil font paraître une littérature de combat. D'un côté, les partisans de l'ancien régime défendent la figure de Sékou Touré, héros de l'indépendance nationale, et justifient le recours à la violence politique par la nécessité de sauver la souveraineté nationale menacée par les « complots » ourdis de l'extérieur, avec la complicité d'ennemis guinéens du régime. Dans ces récits, la répression politique est toujours minimisée et l'implication de Sékou Touré occultée au prétexte qu'il n'était pas informé du système répressif : « Le régime était dictatorial, mais Sékou Touré n'était pas un dictateur », résume ainsi un ancien cadre du régime².

De l'autre côté, les récits des détracteurs sont constants : du milieu des années 1950 au milieu des années 1960, Sékou Touré aurait réussi à susciter l'enthousiasme de ses compatriotes en promettant l'avènement d'une nouvelle société d'inspiration socialiste, jusqu'à ce que sa soif de pouvoir ne l'emporte. Pour masquer les échecs économiques et politiques de son régime, il aurait alors consacré toute son énergie à l'invention d'un régime quasi totalitaire, dominé par la répression des élites et l'appauvrissement des populations rurales. Les premiers ouvrages critiquant le régime ont été publiés dès les années 1960, comme *Dramouss*³, de Camara Laye, qui venait de fuir la Guinée après être rentré au pays comme chercheur.

(1) Expression utilisée par Djibril Tamsir Niane, notamment dans la préface à l'ouvrage d'Alsény René Gomez, *Camp Boiro, parler ou périr*, Paris, L'Harmattan, 2007.

(2) Entretien avec El Hadj Ibrahima Sory Fadiga réalisé par Mohamed Saliou Camara, *Le Pouvoir politique sous Sékou Touré*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 131-164, p. 156.

(3) Laye Camara, *Dramouss*, Paris, Plon, 1966.

Mais la première grande vague de publications contestataires date des années 1970, ce qui correspond à la phase la plus dure de la répression politique en Guinée, après le débarquement guinéo-portugais du 22 novembre 1970⁴. Les récits témoignant de la radicalisation du régime guinéen sont produits par des prisonniers politiques tout juste libérés ou par des Guinéens de la diaspora. Certains de ces ouvrages, écrits par des auteurs français victimes de la répression, comme *Prison d'Afrique* de Jean-Paul Alata (1976)⁵, ont un fort retentissement. La polémique suscitée par la saisie d'ouvrages en France, obtenue par Sékou Touré, a fait cependant sortir l'opposition guinéenne de l'ombre et poussé la gauche française ainsi que les organisations internationales humanitaires, à sortir de leur réserve⁶. C'est à cette époque que des opposants politiques en exil s'attachent à dénoncer les dérives du régime guinéen, comme l'actuel président de la république de Guinée, Alpha Condé, qui était alors condamné à mort par contumace dans son pays⁷. De même, les ouvrages de Nadine Bari, veuve d'Abdoulaye « Djibril » Bari, disparu après son arrestation en 1972, connaissent un succès important en Guinée : les exemplaires de *Grain de sable* (1983)⁸ circulaient clandestinement sous Sékou Touré et l'ouvrage figure aujourd'hui au

(4) Avec le soutien de Sékou Touré, la Guinée servait de base arrière au Parti africain de l'indépendance de Guinée et du Cap Vert (PAIGC) mené par Amilcar Cabral, qui luttait pour l'indépendance de la Guinée portugaise voisine (Guinée-Bissau). Ainsi, des ressortissants portugais faits prisonniers par le PAIGC étaient retenus dans les prisons guinéennes. En 1970, des forces portugaises débarquent à Conakry pour tenter de les libérer du Camp Boiro. Ils accueillent à leur bord des émigrés guinéens qui veulent saisir l'occasion pour renverser le régime. L'opération est un semi-échec : les prisonniers portugais sont libérés, mais les Guinéens échouent à s'emparer du pouvoir. Une grande purge s'ensuit en Guinée tout au long de l'année 1971.

(5) Jean-Paul Alata, *Prison d'Afrique*, Paris, Éd. du Seuil, 1976.

(6) Ibrahima Baba Kaké, *op. cit.*, p. 211.

(7) Alpha Condé, *Guinée, Albanie d'Afrique ou néo-colonie américaine ?*, Paris, Gît-le-cœur, 1972.

(8) Nadine Bari, *Grain de sable*, Paris, Centurion, 1983.

programme scolaire dans les écoles de Guinée. Le passage le plus célèbre concerne la rencontre entre Nadine Bari et Sékou Touré lors de sa visite officielle en France en 1982, au cours de laquelle elle refusa de serrer la main au dictateur. Des œuvres de fiction publiées en Europe contribuent enfin à construire l'image de Sékou Touré en tyran, comme le *Cercle des tropiques* d'Alioum Fantouré¹, qui obtient le grand prix de littérature d'Afrique noire en 1972. De même, le premier roman de Maryse Condé, *Hérémakhonon*, dépeint l'atmosphère de la Guinée au moment du « complot des enseignants » (1961) : son héroïne Véronica, en quête d'identité, croit retrouver ses racines africaines à travers une aventure avec le ministre de l'Intérieur. Mais elle quitte précipitamment le pays lorsque la réalité de la dictature fait voler en éclat ses illusions et sa vision rêvée de l'Afrique².

La deuxième vague de publications a lieu après 1984 et correspond à la fin du règne de Sékou Touré. Pendant quelques années, la rupture affichée par les nouvelles autorités donne l'opportunité aux victimes de témoigner, comme le montre l'émission de radio intitulée « À vous la parole », qui vise à délier les langues sur le système répressif du défunt régime. Des Guinéens ont alors pris la plume pour décrire le traitement réservé aux prisonniers politiques, comme l'ancien ministre Alpha Abdoulaye « Portos » Diallo dans *La Vérité du ministre*, l'archevêque de Conakry Mgr Tchidimbo dans *Noviciat d'un évêque* ou encore Bah Ardo Ousmane dans *Camp Boiro*³. Le tournant que

représente la mort de Sékou Touré est également abordé dans des œuvres de fiction. *Le Zébéros n'est pas n'importe qui*⁴ de William Sassine raconte le retour au pays de Camara après la mort du « président-dictateur général » et ses désillusions face à un pays ravagé par la dictature. Ces témoignages sont aujourd'hui complétés par les ouvrages d'anciens détenus qui avaient gardé jusqu'ici le silence, comme Alsény René Gomez⁵.

Les historiens de métier ont donc fort à faire pour sortir de la rhétorique binaire qui caractérise l'histoire du régime de Sékou Touré. Cette difficulté est souvent relevée par la première génération d'historiens qui s'est attachée à écrire l'histoire de la Guinée au lendemain de l'indépendance. À la fois témoins et acteurs, certains comme Djibril Tamsir Niane ou Ibrahima Baba Kaké ont pris le chemin de l'exil, parfois après avoir subi la répression. Parmi les auteurs français, citons Jean Suret-Canale, militant communiste et historien de l'Afrique, qui se mit au service de la Guinée indépendante, et le sociologue et anthropologue Claude Rivière. Dès 1959, Djibril Tamsir Niane et Jean Suret-Canale ont participé à l'entreprise de décolonisation de l'histoire voulue par Sékou Touré, en publiant un célèbre manuel d'histoire de l'Afrique occidentale française. Le même Djibril Tamsir Niane a, avec Ibrahima Baba Kaké, rédigé après 1984 la nouvelle génération de manuels d'histoires pour les écoles primaires⁶. Plus récemment, André Lewin, ancien ambassadeur de France en Guinée, a publié une biographie en sept volumes de Sékou Touré. Formidablement documenté, cet ouvrage laisse cependant transparaître les sentiments

(1) Alioum Fantouré, *Le Cercle des tropiques*, Paris, Présence africaine, 1972.

(2) Maryse Condé, *Hérémakhonon*, Paris, Union générale d'édition, 1976. Maryse Condé avait épousé un comédien guinéen et passa plusieurs années à Conakry au début des années 1960.

(3) Alpha Abdoulaye Diallo « Portos », *La Vérité du ministre : dix ans dans les geôles de Sékou Touré*, Paris, Calmann-Lévy, 1985 ; Raymond-Marie Tchidimbo, *Noviciat d'un évêque*, Paris, Fayard, 1987 ; Ardo Ousmane Bah, *Camp Boiro, sinistre geôle de Sékou Touré*, Paris, L'Harmattan, 1986.

(4) William Sassine, *Le Zébéros n'est pas n'importe qui*, Paris, Présence africaine, 1985.

(5) Alsény René Gomez, *op. cit.*

(6) Ibrahima Baba Kaké et Djibril Tamsir Niane, *Histoire de la Guinée*, Dakar, Les Nouvelles Éditions africaines, 1986 (manuel de troisième et quatrième années).

amicaux qui liaient l'auteur à Sékou Touré. Ces ouvrages, disponibles dans les quelques librairies de Conakry, ont une audience qui dépasse le strict cadre universitaire mais ils sont loin de toucher l'ensemble de la population, étant donné le faible taux de scolarisation et l'importance de l'analphabétisme en Guinée. En ce qui concerne la génération actuelle, les historiens guinéens sont encore peu nombreux à s'attaquer à l'histoire de la Guinée après 1958, les recherches portant plutôt sur la période coloniale¹. Cependant, des publications universitaires étrangères témoignent, depuis une dizaine d'années, de la volonté de sortir de cette vision dichotomique (même si la question de la violence politique reste centrale) en abordant notamment la mémoire du régime de Sékou Touré. Ainsi Mike McGovern² analyse-t-il l'économie morale des conflits en république de Guinée de 1958 à nos jours, tandis que Jay Straker³ tente de restituer les mémoires alternatives des « Forestiers » aux prises avec la révolution guinéenne, en montrant la profonde ambivalence des expériences politiques vécues par les Guinéens sous ce régime. Ces travaux interrogent moins le parcours de Sékou Touré que le mythe politique qui l'entoure et ses fonctions dans les rapports qu'entretiennent gouvernants et gouvernés. Enfin, dans une perspective similaire, d'autres historiens examinent les fonctions symboliques du modèle discursif issu du régime de Sékou Touré et ses enjeux dans le développement du nationalisme guinéen⁴.

(1) Ismaël Barry, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation : conquête et mise en place de l'administration en Guinée*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Dian Chérif Diallo, *Répression et enfermement en Guinée : le pénitencier de Fotoba et la prison centrale de Conakry de 1900 à 1958*, Paris, L'Harmattan, 2005.

(2) Mike McGovern, « Unmasking the State : Developing Modern Political Subjectivities in 20th Century Guinea », Ph.D., Atlanta, Emory University, 2004.

(3) Jay Straker, *op. cit.*

(4) Odile Goerg *et al.*, *op. cit.* ; Alpha Ousmane Barry, *op. cit.* ; Elisabeth Schmidt, *Mobilizing the Masses : Gender, Eth-*

Ces questions mémorielles sont aussi visibles dans l'espace urbain de la capitale, Conakry. Le sort réservé à certains lieux emblématiques du régime de Sékou Touré reflète les hésitations des dirigeants de la Guinée après 1984, entre rupture avec la révolution et récupération de la mythologie nationaliste.

L'inscription des mémoires collectives dans l'espace, entre enfouissement et célébration

Le 3 avril 1984, quelques heures seulement après le coup d'État militaire qui porte à la tête du pouvoir le Comité militaire de redressement national (CMRN) sous la houlette de Lansana Conté, « les enfants des écoles se répandant à travers la capitale, lacèrent les portraits du dictateur et effacent tous les slogans pseudo-révolutionnaires qui émaillent les façades des bâtiments publics. Trente ans d'endoctrinement seront balayés en moins de trois jours d'un bout à l'autre de la Guinée⁵ ».

La rupture affichée par le nouveau pouvoir n'est évidemment pas aussi brutale, ni aussi limpide que ne le laissent entrevoir les manifestations spontanées de la population de Conakry en 1984 ou l'exécution sans jugement des dignitaires du régime en 1987 par le CMRN. La question se pose donc de la vision que les autorités guinéennes ont construite depuis 1984 du régime qui a gouverné d'une main de fer la Guinée pendant vingt-six ans. Divers lieux, disséminés dans la capitale de la Guinée, renvoient à la mémoire de Sékou Touré par leur visibilité, leur enfouissement ou leur destruction volontaire. Ne peuvent souvent les décrypter que ceux qui ont la mémoire du régime.

nity and Class in the Nationalist Movement in Guinea, 1939-1958, Portsmouth, Heinemann, 2005.

(5) Ibrahima Baba Kaké, *op. cit.*, p. 236. Une célèbre photographie de Reza (1984) montre ainsi un enfant guinéen en train de détruire une grande affiche de Sékou Touré dans une rue de Conakry.

Il en va ainsi du Camp Boiro, dont les traces matérielles et le nom ont progressivement disparu. À la limite du centre-ville, dans la banlieue de Camayenne, se trouvait un camp de gendarmerie créé au temps de la colonisation française, qui prend plus tard le nom de Camp Boiro. Dans ce camp fut installée une prison politique, lieu de détention, de torture et de mort de nombreux Guinéens, opposants réels ou supposés au régime de Sékou Touré. Le plus célèbre d'entre eux fut Diallo Telli, diplomate et ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, mort de la diète noire (privation de nourriture et de boisson) pendant le dit « complot peul » de 1976¹. Après la mort du dictateur, deux tendances s'opposent : les survivants et descendants de condamnés œuvrent pour la valorisation du camp en tant que lieu de mémoire de la répression, alors que les cadres du régime de Lansana Conté, souvent héritiers du précédent, souhaitent en faire disparaître les marques visibles. Ces derniers l'ont emporté. Après la rénovation de la « cellule technique » (cabine de torture), les militaires et leurs familles logés dans le camp empiétèrent peu à peu sur l'espace préservé, laissé ouvert à tout vent. Plus récemment, le Camp Boiro a été entièrement rénové dans le cadre de la réforme de l'armée menée par le général Sékouba Konaté, président par intérim chargé de la transition démocratique en 2010. Les villas confortables ont remplacé les anciens baraquements et les impacts de balles qui criblaient les murs du camp depuis l'agression guinéo-portugaise du 22 novembre 1970 ne sont plus visibles. Une des traces matérielles

les plus emblématiques de la violence du régime de Sékou Touré a ainsi été effacée. En revanche, d'autres monuments, tel le palais du Peuple édifié par les Chinois en 1965, la fresque de l'Institut polytechnique Gamal Abdel Nasser symbolisant la fin de l'oppression ou la stèle édiflée dans le jardin du 2 Octobre après l'agression portugaise du 22 novembre 1970 rappellent l'idéologie révolutionnaire du premier régime. La conservation de ces lieux obéit en partie à des raisons fonctionnelles mais témoigne également de la volonté de faire perdurer une dimension centrale de la mythologie nationale construite sous Sékou Touré : celle du peuple mobilisé pour garantir la souveraineté nationale.

Ainsi, après avoir dans un premier temps affiché la rupture avec l'ancien régime, le président Lansana Conté a progressivement réactivé la symbolique de la figure de Sékou Touré, héros de l'indépendance, comme en témoigne la destinée de sa résidence. En 1958, Sékou Touré a élu domicile dans l'ancien palais du gouverneur², dont l'aspect est demeuré inchangé jusqu'à sa mort en 1984, date à laquelle le bâtiment, alors en cours de rénovation, fut abruptement démoli. C'est sur ce terrain, laissé en friches pendant plus de quinze ans, qu'un nouveau palais présidentiel a été construit dans les années 1990 et officiellement baptisé « Sékoutouréya », ce qui signifie « chez Sékou Touré », à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance de la Guinée en 1998. Le président Lansana Conté aurait commenté l'événement en ces termes : « On lui doit bien ça³ ! » Le quarantième anniversaire de l'indépendance

(1) En 1976, Sékou Touré dénonce le « racisme peul » et lance une série de mesures dirigées explicitement contre les membres de ce groupe. Les Peul sont accusés de défauts contre-révolutionnaires (sympathie historique de l'élite peul avec le pouvoir colonial, trafic économique, mépris pour les autres ethnies de Guinée). Voir Alpha Mohamed Sow, « Conflits ethniques dans un État révolutionnaire, le cas guinéen », in Jean-Pierre Chrétien et Gérard Prunier, *Les Ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989, 2003, p. 387-404.

(2) Odile Goerg, « Le site du Palais du gouverneur à Conakry : pouvoirs, symboles et mutations de sens », in Jean-Pierre Chrétien et Jean-Louis Triaud (dir.), *Histoire d'Afrique : les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, 1999, p. 389-404.

(3) Témoignage de André Lewin, présent au palais du Peuple en 1998 au moment de cette annonce officielle, recueilli lors de la table-ronde « Le NON de la Guinée », 2 octobre 2008, Université Paris-VII/SEDET.

marque donc un tournant dans le processus de réinvestissement politique de la mémoire de la figure de Sékou Touré. Dans un contexte de (ré)élections présidentielles (décembre 1998), Lansana Conté utilise d'ailleurs la légitimité du héros de l'indépendance pour justifier sa propre position en tant que président :

« Moi je suis soldat. Celui dont vous parlez, le président Ahmed Sékou Touré, c'était mon chef. [...] Chacun de nous doit obéir au chef parce que le chef, c'est Dieu qui le met. Ça n'a pas plu à beaucoup de personnes que lui soit président ici. Mais c'est lui qui l'a été parce que c'est lui que Dieu a choisi. [...] Qu'on le veuille ou non, c'est lui qui a donné l'indépendance à la Guinée. [...] Auprès de lui, moi je vaudrais mieux que vous parce que moi j'étais son soldat¹. »

Au cours des années 2000, on observe également dans les discours de Lansana Conté la résurgence de motifs rhétoriques hérités du régime de Sékou Touré, comme les appels à l'unité nationale et à la vigilance contre un ennemi associant des puissances étrangères et des fauteurs de troubles à l'intérieur². Ces références au régime de Sékou Touré ne constituent cependant pas un programme mémoriel clairement défini et assumé par les autorités. En effet, la figure de Sékou Touré sert à la fois de repoussoir et d'outil de légitimation politique, ce qui rend les usages politiques de sa mémoire particulièrement labiles. Ainsi, dans le cadre du programme sculptural lancé par le ministre Lansana Kouyaté (2007-2008)³, un

(1) Entretien avec Lansana Conté, *Syli - Organe d'information du PDG - RDA*, novembre-décembre 1999.

(2) En témoigne le discours de Lansana Conté du 9 septembre 2000, qui impute les troubles à la frontière entre la Guinée et le Liberia à une alliance entre Charles Taylor, Blaise Compaoré et le leader d'opposition Alpha Condé. Voir Mike McGovern, « Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection », *Politique africaine*, 88, décembre 2002, p. 84-102.

(3) Lansana Kouyaté est le Premier ministre de consensus nommé par Lansana Conté sur proposition des Forces vives de la nation, à la suite des grèves et des manifestations de 2007. Il

éléphant (*syli*), symbole du PDG, la trompe triomphante levée vers les villas ministérielles, a été érigé sur le rond-point de Bellevue. Le monument suscita une telle polémique, animée notamment par des descendants des victimes du Camp Boiro, que le ministre a fini par faire ajouter un petit ballon au pied de l'éléphant, pour bien montrer que l'hommage était rendu non au PDG ou à Sékou Touré, mais à l'équipe de football qui porte le nom de Syli national.

Malgré l'indéniable rupture de 1984, Sékou Touré a donc continué d'occuper une place centrale dans la vie politique guinéenne. Cette « présence-absence » s'observe de manière frappante dans le rapport qu'entretiennent les Guinéens au mausolée où son corps repose. Ironiquement, c'est en face de l'ancien Camp Boiro que se dresse ce monument, qui fait partie du complexe de la grande mosquée de Conakry. Sékou Touré est décédé aux États-Unis et son corps a été rapatrié par avion. Or, les rumeurs ont couru selon lesquelles le cercueil arrivé par les airs le 28 mars était en fait vide : en effet, le corps du chef ne fut montré à aucun moment de la cérémonie et, contrairement à l'usage, c'est le cercueil et non le corps enveloppé d'un linceul blanc qui a été placé dans le mausolée. Les conjectures vont donc bon train : Sékou Touré aurait en fait été inhumé au Maroc ou en Arabie Saoudite, le dictateur ayant demandé à ses proches d'être enterré ailleurs, de peur que ses compatriotes ne profanent son tombeau⁴. Pour Mike McGovern, « cette figure du corps disparu de Touré semblait être la matérialisation imaginaire d'une indéniable réalité symbolique : Touré resterait pour les années à venir une figure absente mais centrale du discours politique dans le pays qu'il avait forgé grâce à son charisme, son charme et sa violence. Au centre de tant d'anxiété et d'attention, la

perd cependant assez rapidement la confiance de la population et est limogé dans l'indifférence en mai 2008.

(4) André Lewin, *op. cit.*, p. 289-290.

disparition de Touré figurait aussi bien la violence qu'il avait infligé à ses compatriotes que celle qu'ils s'étaient infligés les uns aux autres¹ ».

Plus récemment, l'organisation du cinquantenaire de l'indépendance en 2008 a réactivé les débats mémoriels autour de la figure de Sékou Touré, même si l'analyse de la réception de l'événement semble montrer que les conflits politiques contemporains prennent progressivement le pas sur les enjeux mémoriels.

L'échec du cinquantenaire, un tournant mémoriel ?

Les deux dernières années du régime de Lansana Conté ont été marquées par des mobilisations sociopolitiques importantes (2006-2008), suivies par les achoppements de la transition démocratique sous la conduite d'une junte militaire qui prend le nom de Comité national pour la démocratie et le développement (CNDD). Cette période marque un tournant non seulement dans les rapports entre gouvernants et gouvernés², mais également du point de vue des usages de la mémoire de l'ancien régime, comme en témoigne la réception mitigée du cinquantenaire de l'indépendance en octobre 2008. Les célébrations de l'indépendance sont organisées dans un contexte de crise économique et politique prolongée. Lansana Conté, malade depuis plusieurs années, est absent des célébrations, plutôt chaotiques. Ainsi, le président du Sénégal Abdoulaye Wade n'a pas trouvé de siège où s'asseoir en arrivant à la tribune. De plus, c'est l'épouse de Lansana Conté qui a déposé la gerbe au monument des martyrs, en lieu et place du président de l'Assemblée nationale, ce qui a été perçu comme un

signe éclatant de la personnalisation du pouvoir et du non-respect des dispositions institutionnelles. La répression par l'État des manifestations de 2006 et 2007 a creusé le fossé entre le gouvernement et la population, qui n'a guère envie de prendre part aux cérémonies officielles. Les festivités sont par ailleurs jugées déplacées par une grande partie de la population, pour qui l'urgence est de consacrer des fonds aux infrastructures de base.

Cependant, le cinquantenaire est l'occasion d'organiser des conférences sur des thèmes historiques, qui sont relayées par la presse de Conakry. Partisans et opposants au régime de Sékou Touré s'y affrontent de manière plus ouverte qu'auparavant : d'un côté, les membres du Club Ahmed Sékou Touré³ et la veuve de Sékou Touré, Mme Andrée Touré, prétendent défendre la vérité historique en réaffirmant notamment la véracité des complots dénoncés par Sékou Touré au long de son règne. De l'autre, les membres de l'Association des familles et enfants des victimes du Camp Boiro se mobilisent contre ce qu'ils considèrent comme une entreprise de réhabilitation du premier président de la Guinée. En dehors de ces prises de position très marquées, un consensus général semble établi autour de la figure de Sékou Touré comme héros de la lutte anticoloniale⁴. Les mémoires sont bien plus conflictuelles sur son rôle en tant que président de la Guinée, même si la population peut manifester de la nostalgie pour l'éthique politique affichée par le régime de Sékou Touré, caractérisée par le souci du bien commun et de la sécurité,

(3) Cette association, fondée à Bamako et dont une antenne est créée en Guinée en 2007, a pour but, d'après sa brochure de présentation, « d'expliquer et vulgariser les idées du président Ahmed Sékou Touré sur l'Afrique, pour l'Afrique, afin d'amener la jeunesse africaine à adopter les valeurs et les idéaux prônés par ce grand homme d'État ».

(4) En témoigne la chanson *Sékou ko non*, dans laquelle le reggaeman à succès Takana Zion exalte le rôle de Sékou Touré dans la décolonisation de la Guinée (voir l'album Takana Zion, *Rappel à l'ordre*, Makasound, 2009).

(1) Mike McGovern, « Janvier 2007 – Sékou Touré est mort », *Politique africaine*, 107, octobre 2007, p. 125-145, p. 136.

(2) *Ibid.*

dont la fin de règne de Lansana Conté apparaît totalement dépourvue. La grande majorité de la population guinéenne n'a pas connu l'ère Touré et est avant tout préoccupée par l'amélioration des conditions sociales et économiques du pays. Le désintérêt général des Guinéens pour le cinquantenaire marque donc une évolution dans la perception populaire du « non » comme pivot du destin du pays : peu importe en effet la célébration de l'unanimité de 1958 tant que les promesses politiques et économiques de l'indépendance restent lettre morte¹.

En conclusion, le mythe de Sékou Touré peut se lire à un double niveau. Tout d'abord, Sékou Touré et la direction du PDG ont contribué à forger, après 1958, une histoire officielle marquée par un récit mythique mettant en scène des héros nationaux, rythmé par des dates clés et formulé au travers de slogans phares. Dans ce récit, Sékou Touré apparaît comme le sauveur du peuple et le père de la nation. Mais le mythe excède cette histoire officielle. La rhétorique manichéenne caractéristique du régime de Sékou Touré a perduré après la mort du leader et elle a enfermé à la fois ses défenseurs et ses détracteurs dans une vision réductrice

de l'histoire contemporaine de la Guinée, où le vote du 28 septembre en faveur du « non » à la Communauté d'Afrique de l'Ouest, semble surdéterminer la suite des événements et où la complexité des expériences vécues par les populations guinéennes est voilée par l'omniprésence de la figure de Sékou Touré. Les changements de la fin des années 2000 marquent sans doute une mise à distance de la mémoire de Sékou Touré, reléguée derrière les enjeux démocratiques et économiques qui constituent les préoccupations quotidiennes des citoyens guinéens².

*Céline Pauthier, Université Paris-VII,
Sociétés en développement, études
transdisciplinaires (SEDET),
75013, Paris, France.*

Céline Pauthier est enseignante et prépare une thèse de doctorat en histoire sous la direction d'Odile Goerg sur la fabrique de la nation en république de Guinée. Elle a publié plusieurs articles sur les mobilisations politiques en Guinée depuis les années 1940, les outils culturels du nationalisme officiel sous Sékou Touré et les usages politiques contemporains de la mémoire en Guinée, et codirigé l'ouvrage *Le NON de la Guinée (1958), entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines* (L'Harmattan, 2010). (celinepauthier@gmail.com)

(1) Mike McGovern, « The Refusal to Celebrate the Fiftieth Anniversary of the 1958 NO », in Odile Goerg *et al.*, *op. cit.*, p. 17-27.

(2) Nos plus vifs remerciements vont à Odile Goerg pour sa contribution à la rédaction de cet article, en particulier ses éclairages sur les lieux de mémoire dans l'espace urbain de Conakry.